

Une initiative pour agir, enfin, en faveur du climat

Plus un jour sans que le climat ne soit cité dans les médias ou invoqué par les politiciens. Enfin ! Pour que cette prise de conscience advienne, il aura fallu que le rapport Stern chiffre les conséquences économiques du changement climatique à 5'500 milliards d'euros. Il aura fallu que les scientifiques du GIEC affirment que le changement climatique est incontestable, et que la responsabilité humaine est avérée à plus de 90 %. Il aura fallu que nous expérimentions la canicule, les inondations, le manque de neige en moyenne montagne ou les glissements de terrain.

Nous savons que la température de la Terre s'est accrue de 0,8 degrés depuis le début de l'industrialisation et que ce processus est deux fois plus important dans les Alpes. Nous savons aussi que les gaz à effet de serre déjà rejetés dans l'atmosphère provoqueront une hausse supplémentaire de 0,6 degrés dans les années à venir. Les scientifiques ont fixé à 2 degrés la limite du réchauffement au-delà de laquelle des processus en chaîne catastrophiques nous menaceraient. Nous n'en sommes pas loin.

Pendant ce temps, au niveau fédéral, on peine à appliquer la taxe CO₂, dont on sait pourtant qu'elle serait efficace, et qui est déjà inscrite dans notre système législatif. Nos émissions continuent à augmenter, alors que nous nous sommes engagés à les réduire de 10 % par rapport à 1990, d'ici à 2010. Selon l'OFEV, Les émissions de CO₂ liés aux combustibles n'ont été réduites que de 4,6 %, alors que l'objectif pour 2006 était de 6 %. Et les émissions dues aux carburants culminent à 9 % au-dessus du niveau de 1990 ! Plus grave, aucun objectif contraignant n'est prévu pour l'après Kyoto. Or la lutte contre le changement climatique ne s'arrête pas en 2010. Que nous ayons rempli ou non nos engagements, nous devons donner une suite à ce qui n'est qu'une première étape.

Pour que notre pays prenne enfin ses responsabilités, sérieusement et sur le long terme, le WWF et ses alliés ont lancé l'initiative fédérale pour un climat sain. Elle demande que la Suisse s'engage massivement dans le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, afin de réduire ses émissions de 30 % par rapport à 1990 d'ici à 2020. Les mesures à prendre sont connues. Une taxe CO₂ vraiment incitative encouragerait notamment de nouveaux choix en matière de mobilité: voitures moins gourmandes, carburants alternatifs, transports publics et mobilité douce. Les systèmes de chauffage écologiques - pellets, solaire, passif - seraient valorisés, tout comme les énergies renouvelables, qui pourraient être soutenues et développées à grande échelle. Enfin, l'efficacité énergétique nous permettrait à tous de faire des économies.

Ces mesures, et bien d'autres, ont été décrites et chiffrées dans le Programme pour la protection du climat de l'Alliance pour une politique climatique responsable. Elles doivent être mises en oeuvre rapidement si nous voulons maintenir le réchauffement climatique en dessous de la limite fatidique des 2 degrés. Aujourd'hui, nous sommes tous informés et conscients. Prenons nos responsabilités et agissons.

Adèle Thorens Goumaz, publié dans le 24 Heures le 25 juillet 2007